

Préface

La dernière édition du *Bilan social de l'Union européenne* avait éclairé les grandes tensions qui affectent le projet d'intégration, tout en offrant quelques pistes sur la manière de dépasser ces difficultés. Le problème principal que nous y décrivions était celui de la divergence croissante entre le Nord et le Sud de l'UE. Pour y répondre, nous proposons que l'UE adopte une politique économique plus flexible, à même de faire face aux chocs asymétriques, permettant aux pays riches (les États membres du Nord et du cœur du continent) de dépenser plus, et donc de stimuler la demande interne. Cela aurait dû aider les pays pauvres (les États membres du Sud) à retrouver le chemin de la croissance.

Dans cette édition, nous poursuivons cette quête d'une stratégie susceptible de sortir l'UE de la crise. Tandis que l'ensemble des décideurs de l'UE attendent avec anxiété le prochain Parlement européen – avec le risque d'une montée en puissance de l'eurosepticisme – les débats sur la manière de sortir l'UE de sa crise multidimensionnelle (politique, économique et sociale) sont fournis. Le plus récent de ces débats a porté sur la manière de « relancer » la dimension sociale de l'UE et de l'Union monétaire. Dans les pages qui suivent, nous présentons donc un résumé détaillé des propositions formulées par les experts et les parties prenantes pour mettre au point une nouvelle « boîte à outils » sociale pour l'UE. Les auteurs décrivent en détail les défis liés à la révision du paradigme économique et social de l'UE ainsi que quelques-unes des options disponibles pour renforcer la protection des droits sociaux.

Le tableau auquel nous faisons face est complexe, et, dans une certaine mesure, ambivalent. Si les dirigeants européens peinent à relancer le projet d'intégration et à répondre efficacement aux défis économiques, sociaux et politiques, deux agendas se sont toutefois développés en parallèle. Certains les voient comme antagonistes, tandis que d'autres espèrent y trouver des synergies. Le premier se concentre sur la conditionnalité et les arrangements contractuels. Il met l'accent sur la nécessité de trouver des instruments à la fois nouveaux et plus efficaces pour « contraindre » les États membres à suivre les orientations

budgétaires et macroéconomiques de l'UE. L'accès aux fonds structurels est, par exemple, de plus en plus lié au strict respect des politiques macroéconomiques de l'UE. Le deuxième est plus enclin à établir des stabilisateurs au niveau de l'UE afin de rendre l'UEM plus forte et résiliente à moyen et à long terme. Ces stabilisateurs sont supposés utiles pour des raisons tant économiques que sociales.

Dans un paysage politique encore largement hostile, le débat entre experts et parties prenantes s'est centré sur quelques questions clés : les options que nous présentons ici incluent la mise en place d'un régime d'assurance chômage en Europe, le lancement d'un programme de revenu minimum européen, et une dimension sociale de l'UEM qui soit plus effective (via une coordination renforcée des politiques sociales). Elles apportent une bouffée d'air frais dans l'édifice de l'UE et nous donnent un peu d'espoir en une forme plus sociale d'intégration.

Le *Bilan social de l'Union européenne* de cette année s'intéresse donc à la possibilité d'une Europe sociale plus effective. Chacun des chapitres entreprend d'identifier une voie alternative pour aider l'UE à survivre et à poursuivre un modèle de croissance plus social. La présente édition se compose, comme les précédentes, de deux parties. La première examine les principaux enjeux du processus d'intégration, en offrant une réflexion approfondie sur le paradigme économique et social de l'UE. La seconde se concentre plutôt sur l'évolution spécifique de domaines particuliers (aux niveaux européen et national). Cette année, cette partie traite plus particulièrement des politiques d'emploi et de la perspective de genre au sein de l'agenda social de l'UE.

L'Institut syndical européen a collaboré avec l'Observatoire social européen pour élaborer cette nouvelle édition du *Bilan social de l'Union européenne*. Nous espérons contribuer, grâce à cette publication, au débat entre les décideurs, les parties prenantes, et l'opinion publique en général.

Maria Jepsen, Philippe Pochet, David Natali et Bart Vanhercke